



Aide aux personnes LGBTIQ dans le monde entier

Le leadership essentiel du Canada dans la défense des droits humains



DIGNITY
NETWORK
CANADA

LE RÉSEAU
DIGNITÉ
CANADA

Les droits des personnes LGBTIQ sont de plus en plus menacés dans le monde entier. Les gouvernements autoritaires adoptent des lois qui criminalisent, marginalisent et causent des préjudices physiques à leurs citoyens LGBTIQ. Les attaques contre les citoyens LGBTIQ constituent un terrain fertile pour d'autres violations des droits humains dans l'ensemble de la société.

Le Canada a joué un rôle clé dans la protection des droits humains des personnes LGBTIQ dans le monde entier. Cependant, avec des pays comme les États-Unis qui suppriment leur financement international pour le développement en faveur des droits des personnes LGBTIQ et le mouvement mondial anti-LGBTIQ qui gagne en puissance, le Canada doit redoubler d'efforts pour défendre les droits humains des personnes LGBTIQ.

NOUS APPELONS LE CANADA À JOUER UN RÔLE DE PREMIER PLAN EN :

- Augmentant le financement du Programme d'aide internationale aux personnes LGBTIQ à 25 millions de dollars par an.
- Accroître le soutien aux réfugiés LGBTIQ par le biais du Programme d'aide aux réfugiés par le gouvernement et du Programme d'aide aux Rainbow Refugee, un programme de parrainage mixte privé.
- Collaborant avec les gouvernements partageant les mêmes idées afin de coordonner une stratégie globale visant à protéger les droits des personnes LGBTIQ dans le monde.

« À une époque où, malheureusement, on assiste partout dans le monde à une réaction hostile qui s'oppose aux progrès réalisés, le Canada continuera de défendre les personnes vulnérables et les droits égaux qui nous sont chers.

-Le premier ministre Mark Carney, le 10 juin 2025





À propos du RDC

Le Réseau Dignité Canada (RDC) est une coalition de plus de 60 organisations de la société civile canadienne qui travaillent ensemble pour faire progresser les droits humains liés à l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre, et les caractéristiques sexuelles (SOGIESC) à travers le monde. Le RDC regroupe un large éventail d'organisations, allant d'organisations LGBTIQ telles que Rainbow Railroad et Enchanté Network, à des organisations communautaires telles que l'Église unie du Canada et le YMCA du Grand Toronto, en passant par des organisations d'aide internationale telles qu'Oxfam Canada et Amnesty International Canada.

Une menace croissante

Partout dans le monde, les droits humains des personnes LGBTIQ sont de plus en plus menacés. La haine et la persécution motivées par le sectarisme, la misogynie, l'extrémisme et la désinformation causent des souffrances et des douleurs à ceux qui ne se conforment pas aux normes sexuelles et de genre. Des gouvernements antidémocratiques, anti-droits et autoritaires promulguent des lois qui privent les personnes LGBTIQ de leurs droits et les utilisent comme boucs émissaires, ce qui conduit à des harcèlements, des emprisonnements, des agressions violentes et des meurtres.

Ces attaques ne sont pas isolées. Les mouvements anti-droits à travers le monde coordonnent leurs activités. Ils sont enhardis, disposent de ressources importantes et gagnent du terrain. En Europe de l'Est, de plus en plus de lois anti-LGBTIQ voient le jour, toutes sous le prétexte de « protéger les valeurs familiales ». Cette stratégie est exportée dans le monde entier. Au Guatemala, une loi a été introduite qui interdit l'enseignement de ce qu'on appelle « l'idéologie du genre » dans les écoles. En Ouzbékistan, une « loi sur la propagande LGBT » est en cours d'élaboration, qui s'inspirerait des tweets du président américain Donald Trump.

Les attaques contre la communauté LGBTIQ sont un terrain d'essai pour les politiques autoritaires. Les gouvernements utilisent une rhétorique anti-LGBTIQ pour justifier les restrictions à la liberté d'expression, à la société civile et au processus démocratique. Ce qui commence par une attaque contre les droits des personnes LGBTIQ se transforme rapidement en restrictions plus larges des droits et libertés de tous.



La situation mondiale en matière de persécution des personnes LGBTIQ

- À l'heure actuelle, 62 pays criminalisent les relations sexuelles entre personnes du même sexe. Dans sept de ces pays, ces lois prévoient la peine de mort.
- Dans la grande majorité des cas, ces lois sont appliquées.
- Dans 59 pays, les communautés LGBTIQ+ sont confrontées à des restrictions légales de leur liberté d'expression.
- À l'échelle mondiale, les personnes LGBTIQ+ sont victimes de violence et de harcèlement à un niveau nettement plus élevé que la population générale.
- Au cours de la dernière décennie, alors que des progrès ont été réalisés en matière de dépénalisation dans l'ensemble, les lois pénalisantes sont restées globalement stables dans la plupart des pays d'Afrique et dans certaines régions d'Asie, contrairement à la tendance à la dépénalisation observée ailleurs.
- Dans le même temps, des lois pénalisantes nouvelles et plus sévères ont également été imposées, introduites ou annoncées dans une douzaine de pays.

Exemples de haine et de violence en hausse

- En Amérique latine, dans dix pays seulement, la violence meurtrière à l'encontre des personnes LGBTIQ+ fait une victime chaque jour.
- Une étude réalisée en 2024 en Indonésie a révélé que les discours de haine en ligne ont été multipliés par dix au cours des deux dernières années et visent de manière disproportionnée les personnes LGBTIQ.
- En 2024, Rainbow Railroad, une organisation canadienne qui aide à la réinstallation des personnes LGBTIQ vulnérables, a reçu plus de 13 000 demandes d'aide provenant du monde entier. Elle a constaté une augmentation constante des demandes depuis 2020.

Exemples de lois anti-LGBTIQ récentes

- En Ouganda, une loi a été adoptée en 2023 qui prévoit la peine de mort pour « homosexualité aggravée » et jusqu'à 20 ans de prison pour « promotion de l'homosexualité ».
- En Irak, le parlement a adopté un projet de loi criminalisant les relations homosexuelles, qui prévoit une peine pouvant aller jusqu'à 15 ans de prison.
- Dans les Caraïbes, la discrimination et les abus à l'encontre de la communauté LGBTIQ sont en augmentation et de nombreux pays appliquent encore des lois anti-LGBT datant de l'époque coloniale. Par exemple, en mars 2025, la Cour suprême de Trinité-et-Tobago a recriminalisé les relations sexuelles entre personnes du même sexe, se rangeant du côté du gouvernement qui avait fait appel.
- Au Ghana, en 2024, les législateurs ont adopté un projet de loi qui prévoit trois ans de prison pour les personnes s'identifiant comme LGBTIQ et cinq ans pour celles qui créent ou financent des groupes LGBTIQ. N'ayant pas été signé par le président ghanéen avant la fin de son mandat, le projet de loi a été réintroduit au Parlement.
- L'Italie a commencé à sévir contre l'inscription des parents de même sexe sur les actes de naissance de leurs enfants.



Le bilan du Canada

Le gouvernement du Canada est depuis longtemps un chef de file dans la défense des droits des personnes LGBTIQ à travers le monde. Depuis le lancement du Programme d'aide internationale LGBTQ2I en 2019, le gouvernement a dépensé 30 millions de dollars sur cinq ans et soutenu 50 organisations qui apportent une aide essentielle, notamment en aidant les personnes LGBTIQ à se mettre à l'abri des persécutions, en leur offrant des formations en matière de défense des droits, des ressources pour contester des décisions judiciaires, des opportunités économiques et une protection juridique.

Le Plan d'action fédéral 2SLGBTIQ+, lancé en 2022, a réaffirmé cet engagement. Il s'est engagé à s'appuyer sur les investissements passés dans des projets internationaux LGBTIQ+ et à faire progresser les droits humains et à améliorer les résultats socio-économiques des personnes LGBTIQ+ dans les pays en développement. Le plan renouvelle également l'engagement du Canada en faveur de la protection et de la promotion des droits des personnes LGBTIQ+ à l'échelle mondiale par le biais de la diplomatie et de la défense des droits, notamment au sein du système des Nations unies, des organisations régionales et des coalitions internationales.

Dans son programme électoral, le Parti libéral s'est engagé à augmenter le financement du Programme d'aide internationale LGBTQ2I, qui passera de 10 millions de dollars à 12 millions de dollars par an entre 2025 et 2029. Il s'agit d'une mesure bienvenue, mais qui ne représente encore que 0,15 % du budget de 8 milliards de dollars consacré par le Canada à l'aide internationale au développement. Une augmentation annuelle de 2 millions de dollars n'est tout simplement pas suffisante pour que le Canada assume sa juste part, et encore moins pour combler le déficit de financement laissé par les États-Unis et faire face à l'ampleur du mouvement mondial contre les droits.

Réduction de l'aide américaine et néerlandaise

Depuis que le Canada a lancé le Programme d'aide internationale LGBTQ2I en 2019, le paysage mondial a radicalement changé. Le mouvement anti-LGBTIQ s'est renforcé, mieux coordonné et mieux financé, alors même que les principales sources de soutien international se sont retirées.

Le gouvernement américain, qui était autrefois un bailleur de fonds clé des programmes internationaux en faveur des personnes LGBTIQ et un défenseur des droits de ces dernières, a changé de cap. Non seulement il a retiré la totalité de son financement annuel de 50 millions de dollars américains destiné au développement des personnes LGBTIQ, mais il a également multiplié les attaques contre les initiatives mondiales en faveur des droits humains, la coopération internationale et l'état de droit international. Dans le même temps, le gouvernement néerlandais a procédé à des coupes sombres dans son aide publique au développement, démantelant encore davantage le paysage mondial du financement LGBTIQ.

Selon le Global Philanthropy Project, ces deux changements ont à eux seuls entraîné le retrait de plus de 25 % de l'ensemble des financements LGBTIQ destinés aux pays du Sud et de l'Est.

Avec le retrait des financements américains et néerlandais et la recrudescence des violences à l'encontre des personnes LGBTIQ, un déficit de financement critique est apparu. Le leadership du Canada en matière de protection des droits humains est essentiel à l'heure actuelle. En augmentant son soutien, le Canada peut contribuer à combler ce déficit et démontrer qu'il est prêt à prendre la tête d'une coalition mondiale de pays partageant les mêmes valeurs, prêts à se battre pour les droits humains et à montrer la voie là où d'autres ne le font pas. Un engagement plus fort permettrait non seulement d'apporter un soutien vital, mais aussi de signaler aux pays partageant les mêmes valeurs que le moment est venu d'agir et que le Canada est prêt à former une coalition mondiale dans le contexte de cette crise.





Ce que le Canada peut faire dès maintenant

Le monde auquel le Canada a répondu en 2019 n'existe plus. La réponse du Canada doit être à la hauteur de l'urgence de la situation actuelle :

Augmenter le financement du Programme d'aide internationale LGBTQ2I : Nous demandons au gouvernement d'augmenter le budget du programme à 25 millions de dollars par an, soit environ 0,3 % du budget total consacré au développement international. Il s'agit d'une augmentation relativement modeste qui aurait un impact considérable : elle apporterait un soutien essentiel à certaines des communautés les plus vulnérables au monde et signalait aux pays partageant les mêmes idées qu'il existe des partenaires qui prennent au sérieux cette crise mondiale.

Mettre en place une réponse internationale coordonnée : Le mouvement mondial anti-LGBTIQ dispose de ressources importantes et est bien organisé, et notre réponse doit l'être également. Les pays doivent travailler avec des gouvernements partageant les mêmes idées afin d'élaborer une stratégie coordonnée pour protéger les droits des personnes LGBTIQ et déterminer les résultats et les mesures appropriés.

Renforcer le soutien aux réfugiés LGBTIQ : À une époque où les personnes LGBTIQ sont de plus en plus criminalisées et menacées à travers le monde, le Canada doit jouer un rôle d'accueil pour les réfugiés LGBTIQ. Le Canada devrait renforcer son soutien aux réfugiés LGBTIQ par le biais du Programme d'aide aux réfugiés par le gouvernement et du Programme d'aide aux Rainbow Refugee, un programme mixte privé.

Acronymes

Lorsque nous faisons référence à des questions internationales hors du Canada, nous utilisons l'acronyme LGBTIQ, car il est largement utilisé à l'échelle internationale et reconnaît que « Two Spirit » est un terme canadien qui n'est pas utilisé par les peuples autochtones dans d'autres parties du monde. Dans le contexte canadien, nous utilisons 2SLGBTIQ. SOGIESC est également un terme international couramment utilisé pour désigner l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'expression de genre et les caractéristiques sexuelles.



« À une époque où, malheureusement, on assiste partout dans le monde à une réaction hostile contre les progrès accomplis, le Canada continuera de défendre les personnes vulnérables et les droits égaux qui nous sont chers. Oui, nous pouvons être fiers du chemin parcouru, mais nous devons également reconnaître qu'il reste encore beaucoup à faire.

– Le premier ministre Mark Carney

« Le gouvernement fédéral est le défenseur de notre Charte des droits et libertés.

– Le premier ministre Mark Carney

« Augmenter le financement du Programme d'aide internationale aux personnes LGBTQI+ afin d'apporter un soutien aux personnes LGBTQI+ victimes de persécutions à l'étranger, de promouvoir l'égalité dans le monde et de nouer des partenariats avec des organisations internationales. Nous élargirons également le Partenariat d'aide aux réfugiés arc-en-ciel.

– Programme électoral du Parti libéral

« Tirer parti de la présidence canadienne du G7 pour catalyser l'action en faveur de la défense de nos valeurs, notamment en œuvrant à la protection de l'ordre international fondé sur des règles contre ceux qui veulent le détruire.

– Programme électoral du Parti libéral



Sources

Information about DNC Members: <https://dignitynetwork.ca/our-members/>

Rise in hate against LGBTIQ community: <https://www.politico.eu/article/fundamental-rights-lgbtq-eroding-weaponized-conservative-forces-far-right-hate-speech/>

ILGA Europe Study: <https://www.ilga-europe.org/report/annual-review-2024/>

Hate speech in Indonesia: <https://arxiv.org/abs/2406.19349>

Criminalization of LGBTIQ people around the world: <https://database.ilga.org/criminalisation-consensual-same-sex-sexual-acts>

Enforcement of anti-LGBTIQ laws: <https://ilga.org/resources/our-identities-under-arrest-2023/>

Legal Barriers to Freedom of Expression: <https://database.ilga.org/legal-barriers-freedom-of-expression>

Violence and Harassment: <https://link.springer.com/article/10.1186/s12889-021-10314-w> and https://fra.europa.eu/sites/default/files/fra_uploads/fra-2024-lgbtqi-equality_en.pdf

Asia and Africa Criminalization: https://ilga.org/wpcontent/uploads/2024/02/ILGA_State_Sponsored_Homophobia_2019.pdf. and <https://ilga.org/resources/laws-on-us-global-overview-2024/>

Mixed Progress Over the Last Decade: <https://ilga.org/resources/laws-on-us-global-overview-2024/>

Latin America: <https://sinviolencia.lgbt/informe-2022-ser-lgbti-en-la-region-mas-violenta-del-mundo/>

Rainbow Railroad Report: <https://www.rainbowrailroad.org/wp-content/uploads/2025/06/2024ANNUALREPORT-digital-2.pdf>

Uganda Anti-Gay Law: <https://www.cnn.com/2023/06/29/africa/uganda-life-for-lgbt-community-intl-cmd>

Iraq Anti-Gay Law: <https://www.hrw.org/news/2024/05/20/iraq-repeal-anti-lgbt-law>

Bulgaria Anti-LGBT Propaganda Law: <https://www.ilga-europe.org/press-release/bulgaria-passes-anti-lgbti-propaganda-law/>

LGBTQI hate in the Caribbean: <https://www.rainbowrailroad.org/the-latest/why-are-some-countries-in-the-caribbean-dangerous-for-lgbtqi-people>

Anti-LGBT Law Ghana: <https://www.bbc.com/news/articles/cdjy91gr48lo>

Uzbekistan law inspired by the tweets of Donald Trump. <https://www.outfrontmagazine.com/uzbekistan-crediting-trump-for-new-anti-gay-policy/>

Gay Tests: <https://nastad.org/sites/default/files/2024-04/FY25-Congressional-Request-on-LGBTQI%2B-Funding.pdf>

Italy same-sex parents: 'Orphaned by decree': Italy's same-sex parents react to losing their rights

Trinidad and Tobago Supreme Court: <https://www.theguardian.com/world/2025/apr/15/caribbean-activists-fight-homophobic-laws>

